

## **Une décision nécessaire, temporaire et largement instrumentalisée**

**Le Conseil municipal de Porrentruy s'est vu contraint de mettre en œuvre une décision limitée dans le temps pour garantir la sécurité à la piscine de Porrentruy. Le Centre Jura et le Parti Chrétien-social Indépendant soutiennent cette démarche responsable et déplorent la récupération politique orchestrée par certains partis. Ils appellent au calme et au respect des faits.**

Le Centre Jura et le PCSI saluent la décision prise en responsabilité par une majorité du Conseil municipal de Porrentruy – avec le soutien déterminé de leurs élues et élus – en étroite coordination avec le comité du SIDP, de restreindre temporairement l'accès à la piscine municipale. Cette mesure vise à garantir la sécurité, la tranquillité et le respect dus à toutes les utilisatrices et tous les utilisateurs de cet espace public.

Il est important de rappeler que cette décision n'est intervenue qu'en dernier recours. De nombreuses et coûteuses mesures avaient été prises en amont : augmentation de la surveillance, renforcement du personnel, interventions de médiation, coordination et intervention de la police. Malgré cela, les incidents ont persisté, dans un contexte d'affluence exceptionnelle, principalement liée à la fermeture temporaire de plusieurs piscines françaises. La pression exercée sur les installations, les équipes, et les autres usagers a imposé une réponse rapide et temporaire afin de

permettre aux responsables de l'infrastructure de se laisser le temps de plancher sur de nouvelles actions sur la base d'un nouveau budget.

Contrairement aux critiques émises, prioriser momentanément l'accès à une infrastructure communale au profit de la population locale n'a rien de xénophobe. Il est parfaitement légitime, dans un contexte de saturation et de tension, de protéger d'abord les droits des habitantes et habitants qui financent ce service public. D'autant plus que cette décision s'accompagne de nombreuses exceptions pour les non-résidents suisses.

En revanche, nos deux partis refusent de céder aux extrêmes. Nous dénonçons avec fermeté la tentative de récupération orchestrée par le conseiller national Thomas Stettler et l'UDC Suisse, qui exploitent cette décision pour alimenter leur rhétorique clivante. Ce genre d'intervention, qui déforme les faits et amplifie artificiellement les tensions, ne contribue en rien à la résolution du problème. Elle complique même le travail des autorités locales. Le Centre Jura et le PCSI regrettent aussi que certains acteurs politiques, comme les Jeunes socialistes, s'enferment dans une lecture purement idéologique, refusant de voir la réalité concrète sur le terrain.

Nos deux partis remercient chaleureusement leurs élues et élus, ainsi que les membres du Conseil municipal et du comité du SIDP, pour leur sang-froid et leur capacité à décider dans un contexte tendu. Leur action a été responsable, transparente et motivée par l'intérêt général.

Selon la loi sur les finances, le Gouvernement a la compétence de prendre ces décisions.

Le Centre Jura – Parti Chrétien-social Indépendant